

[Text]

event that war does break out? Perhaps Mr. Kraft could address that point as well.

Mr. Kraft: What we do not know, and one of the arguments we have been making, is that the glib and circumscribed scenarios that have been presented may or may not be true, that if the war becomes generalized then we may face some rather desperate choices, that if it gets dragged out then the United States might find itself in a major political crisis; namely, an inability to continue a ground war faced with opposition at home. So it would seem to me that at every turn there continues to be room for the Canadian government. If in fact what the government has claimed is true, that we are caught here—I do not believe that it is—then to the extent that we are part of an international coalition, surely we can continue to be a voice for specific choices.

Mr. Robinson (Burnaby—Kingsway): Whether or not there is a vote on the motion of the government, presumably you would want Parliament to continue sitting.

Mr. Kraft: Yes.

Ms Lambert: Absolutely.

Mr. Kraft: I wanted to throw in before that we would like to see the debate in Parliament continue, but we would also like to see the galleries and the rest of the House of Commons stay open to the public, even at the risk of the odd violation of decorum and protest.

Mr. Jasmin: I have been informed by my group in Quebec City that already one soldier has deserted the Canadian Armed Forces, yesterday. We expect, of course, this is what would happen in Quebec in very large numbers.

Ms Lambert: Just to elaborate on a small point you brought up, Stan, about our conception of the role of Parliament in this crisis, there is too much cloudiness around who is conducting the military affairs of Canada right now. There is a growing sense, certainly among the population as voiced through the peace movement, that this dictate is coming from the United States. There has been a lack of clarity about whom the command is ultimately under, and we would like to see Parliament playing a key role as a check and balance against a war committee that would be taking its dictates from the United States.

The Chairman: Just before I adjourn the meeting, let me point out that the matter of Resolution 678, the UN resolution that Canada co-authored, was approved by the House of Commons on November 29. It was referred to this committee and it has been here and been studied ever since. To my knowledge, before the Christmas break we met seven, eight, nine, or ten times on the issue. It is not that there has not been a series of committee meetings on these issues for weeks now. It may seem to you that it is the first time it has been before Parliament, but it is not.

[Translation]

la guerre. Quel rôle pensez-vous que le Parlement doit jouer si la catastrophe se produit et si la guerre éclate? M. Kraft pourra peut-être aussi me répondre sur ce point.

M. Kraft: Nous ne savons pas, et c'est là l'un de nos arguments, si les scénarios limités et imprécis qu'on nous a présentés sont vrais ou non, si à partir du moment où la guerre devient généralisée il ne nous faudra pas faire des choix quasi désespérés, si, au cas où la guerre durerait longtemps, les États-Unis ne seraient pas plongés dans une crise politique d'envergure et ne seraient pas dans l'incapacité de continuer une guerre au sol face à une opposition à la guerre chez eux. Il me semble donc qu'à chaque croisée des chemins, le gouvernement canadien a toujours la possibilité d'agir. En fait, si ce que dit le gouvernement est vrai et si nous n'avons pas le choix—je ne pense pas que ce soit le cas—dans la mesure où nous faisons partie d'une coalition internationale, nous avons certainement notre mot à dire lorsqu'il y a des choix précis à faire.

M. Robinson (Burnaby—Kingsway): Qu'il y ait ou non un vote sur la motion présentée par le gouvernement, on peut penser que vous voulez que le Parlement continue à siéger.

M. Kraft: Oui.

Mme Lambert: Tout à fait.

M. Kraft: Je voulais dire au préalable que nous aimerions certes que le débat se poursuive au sein du Parlement, mais que nous voudrions aussi que les galeries et que l'ensemble des installations de la Chambre des communes restent ouvertes au public, même au risque d'avoir à subir à l'occasion une manifestation de protestation ou une violation du décorum.

M. Jasmin: J'ai été averti par mon groupe à Québec qu'un soldat avait déjà déserté les Forces armées canadiennes hier. Nous nous attendons, bien entendu, à ce qu'ils soient nombreux à faire de même au Québec.

Mme Lambert: Pour aller dans le sens de votre intervention, Stan, au sujet de votre conception du rôle du Parlement dans cette crise, il faut dire que la conduite des affaires militaires au Canada à l'heure actuelle n'est pas très claire. On a de plus en plus l'impression, du moins au sein de la population représentée par les mouvements de la paix, que ce diktat nous vient des États-Unis. On ne sait pas très bien qui commande en dernière analyse et nous aimerions que le Parlement joue un rôle essentiel de modérateur face à un comité de guerre qui reçoit ses ordres des États-Unis.

Le président: Avant de lever la séance, je voudrais vous faire remarquer que la Résolution 678, soit la résolution des Nations Unies dont le Canada est co-auteur, a été approuvée par la Chambre des communes le 29 novembre. Elle a été renvoyée devant ce Comité et elle y est étudiée depuis cette date. À ma connaissance, avant les vacances de Noël, nous nous sommes réunis à sept, huit, neuf ou dix reprises sur cette question. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas eu toute une série de réunions du Comité sur cette question depuis maintenant des semaines. Vous avez peut-être l'impression que c'est la première fois qu'elle est présentée devant le Parlement, mais ce n'est pas le cas.